

de prévenir le fléchissement actuel de notre commerce avec les pays de la zone du sterling, et elle est d'avis que le Gouvernement devrait examiner l'opportunité d'inviter les nations du Commonwealth à une conférence qui aurait lieu dans un avenir rapproché et dont l'objet serait l'élaboration de plans visant le maintien et l'accroissement des débouchés traditionnels dont dépendent dans une très large mesure l'embauchage et l'expansion économique au Canada.

M. W. Ross Thatcher (Moose-Jaw): Avant de commencer mes remarques, je tiens à protester contre un article qu'on vient juste de me signaler dans le numéro d'aujourd'hui du *Star* de Toronto. J'y lis ce qui suit:

Pour servir leurs fins politiques, les conservateurs-progressistes et les membres de la C.C.F. se concertent pour "mettre obstacle" au programme d'aménagement d'habitations à loyer modique du gouvernement libéral et pour en différer ou en retarder l'adoption, a déclaré hier soir, à son comité central de Toronto-Greenwood, M. Perry Ryan. Le candidat libéral à l'élection complémentaire de lundi a ajouté que les deux partis s'opposent "automatiquement" au plan du Gouvernement en vue d'atténuer la crise du logement, simplement parce que ce programme est présenté par les libéraux. Ils condamnent ce plan, dit-il, "parce qu'ils préfèrent que persiste une lamentable situation en matière de logement plutôt que de reconnaître que le gouvernement libéral a conçu un programme susceptible de remédier à cet état de choses".

Je tiens à dire, monsieur l'Orateur, que M. Ryan a délibérément faussé les faits. Qu'il soit ou non avocat, il devrait lire les lois canadiennes contre le libelle, car nous aurons peut-être l'occasion de nous y reporter plus tard, s'il ne surveille pas ses paroles. Le parti C.C.F. compte ici treize membres et le parti libéral en a 186. Il donne donc une grande importance aux treize députés de la C.C.F. puisqu'il croit que nous pouvons empêcher l'adoption du programme libéral en matière de logement. Depuis la fin de la guerre nous n'avons cessé de réclamer le versement de subventions à l'égard de l'aménagement d'habitations à loyer modique. Si aucune subvention n'est versée à cette fin dans la ville de Toronto, ce n'est pas à notre groupe de treize députés mais au parti libéral dont il est le candidat, qu'il doit s'en prendre. Les chefs libéraux sérieux, j'en suis persuadé, n'approuveront pas la déclaration qu'il a faite, hier soir, à Toronto et, au nom de mon parti, je proteste le plus énergiquement possible.

Au début de mes observations, je dois avouer franchement que le présent exposé budgétaire n'est pas le plus facile à critiquer et cela pour deux motifs: d'abord, il a été soumis à la Chambre il y a plus de six mois, et ensuite, comme l'a dit hier soir le ministre des Finances (M. Abbott), le Gouvernement qui l'a présenté a, depuis lors, obtenu un mandat plutôt convaincant de la population du Canada.

[L'hon. M. Rowe.]

Je reconnais l'honneur qui m'est donné de pouvoir prendre la parole cet après-midi. Mon collègue de Fraser-Valley (M. Cruickshank) se demandera peut-être ce que je fais ici.

M. Cruickshank: En effet.

M. Thatcher: Le budget avait pour objet de contribuer à la victoire du parti libéral, il n'a évidemment pas manqué son but.

Quelques semaines avant l'annonce des élections, le ministre et ses collègues ont été en mesure d'offrir un grand nombre de cadeaux à un grand nombre de personnes. C'est ainsi que le ministre a pu promettre d'alléger le fardeau des impôts de plusieurs centaines de milliers de contribuables. Il a pu accroître la pension de vieillesse d'un grand nombre de personnes âgées. Je crois même qu'il a pu promettre l'aménagement d'un nouveau pont dans la région du Cap-Breton. Des milliers de cultivateurs des Prairies ont obtenu remboursement de millions de leur propre argent sous forme de certificats de participation.

Et ainsi de suite. Le ministre et ses collègues ont pu donner beaucoup à plusieurs personnes et, du point de vue du parti libéral, le budget, peut-on dire, n'est qu'un habile, efficace et opportun...

Une voix: Pot-de-vin.

M. Thatcher: Pot-de-vin électoral. Le terme va aussi bien que tout autre. Ou bien encore, c'est un instrument électoral. Au sens politique, le ministre a sûrement réussi.

Toutefois, les élections sont maintenant finies et nous pouvons écarter l'aspect électoral du budget. Certaines gens ne voient dans l'exposé financier qu'un bilan des affaires du pays. S'il annonce un excédent, la plupart des gens l'estiment satisfaisant. Je sais que la majorité des députés jugent que c'est là une opinion superficielle. A mon sens, un budget vraiment efficace doit, d'abord et avant tout, renfermer des propositions de nature à résoudre les principaux problèmes économiques d'une nation. De l'avis de notre groupe, le budget à l'étude n'est pas de ceux-là.

Le problème le plus critique que doit affronter actuellement le pays, c'est sans doute la crise de plus en plus accentuée du commerce international. La plupart des autorités en la matière estiment qu'avant longtemps cette crise du commerce pourrait bien influencer sur le niveau de vie de la plupart des Canadiens. En présentant l'exposé budgétaire précédent, le ministre a déclaré ce qui suit, ainsi qu'on le voit à la page 1853 du compte rendu du 22 mars 1949: